Agenda fiduciaire : tableau des déclarations à souscrire en France en mars 1942

Objekttyp: Index

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse

Band (Jahr): 22 (1942)

Heft 2

PDF erstellt am: **06.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek* ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

AGENDA FIDUCIAIRE

Tableau des déclarations à souscrire en France en Mars 1942

DATES	nature des déclarations ou formalités	SERVICE COMPÉTENT
Du ler au 10	Assurances sociales. Entreprise occupant 50 salariés ou plus. Etablissement du relevé global des salaires payés au cours du mois de février aux assurés sociaux et paiement des cotisations correspondantes.	Service Régional des Assurances Sociales
Du ler au 10	Fonds de compensation. Entreprise occupant 50 salariés ou plus. Etablissement du relevé global des salaires payés au cours du mois de février aux Assurés Sociaux et paiement de la cotisation de 1 p. 100 destinée au fonds de com- pensation des indemnités aux salariés travaillant dans des lieux exposés.	Service Régional des Assurances Sociales
Du ler au 10	Allocations familiales. Déclaration des salaires payés ou des heures de travail effectuées au cours du mois de février lorsque la Caisse de compensation exige une déclaration mensuelle.	Caisse de compensation pour les Allocations fami- liales.
Du l ^{er} au 10	Pour les loueurs de bureaux meublés : Dépôt au Percepteur de l'état des locations pendant le mois précédent avec versement à l'appui par chacun des locataires d'une somme égale à 25 p. 100 du prix de location.	Perception
Du l ^{er} au 10	Déclaration par les Banques des coupons payés pendant le mois précédent. Même obligation pour les Sociétés faisant elles-mêmes le service de leurs titres.	Direction départementale des Contributions di- rectes
Du l ^{ex} au 10	Déclaration par les personnes, sociétés ou associations recevant habituellement en dépôt des valeurs mobilières, des copmtes de dépôt, des titres, valeurs ou espèces, comptes d'avance, comptes courants et autres, ouverts pendant le mois précédent.	Direction départementale des Contributions di- rectes
Du ler au 10	Impôt sur les coupons des valeurs mobilières étrangères non abonnées et aux fonds d'Etat étranger (concerne les personnes qui font profession de recueillir, encaisser, acheter ces coupons).	Bureau de l'Enregistrement
Du l ^{er} au 15	Versement au Percepteur du lieu du domicile par les employeurs, débi-rentiers du montant des impôts retenus au cours du mois précédent sur les salaires, rentes ou revenus des professions non commerciales servis à des personnes domiciliées hors de la France ou n'y ayant pas d'installation permanente.	Perception
Du l ^{er} au 15	Versement par les employeurs des retenues faites pendant le mois précédent au titre de la contribution nationale extraordinaire au taux de 5 p. 100 et au titre de l'impôt sur les traitements, salaires, pensions, rentes viagères. Même obligation en ce qui concerne les débi-rentiers pour les rentes servies par eux.	Perception
Du l ^{er} au 20	Versement sur état des droits de timbres exigibles en raison des quittances délivrées pendant le mois précédent par : 1° Les Directeurs de théâtre et tous autres Etablissements de spectacles. 2° Les Commerçants et Industriels autorisés à payer sur états.	Bureau de l'Enregistrement
Du l ^{er} au 25 (1)	Taxe unique à la production 9 p.100 et taxe sur le chiffre d'affaires 3 p.100 et taxe sur les transactions de 1 p. 100. Paiement. En ce qui concerne la taxe de 9 p. 100 sur le montant des livraisons du mois précédent, et en ce qui concerne la taxe de 3 p. 100 sur le montant des encaissements ou débits, ou paiement des acomptes provisionnels. En ce qui concerne la taxe sur les transactions de 1 p. 100, paiement sur les recettes et les débits du mois précédent.	Recettes de Contributions indirectes. A Paris, Bu- reau du Chiffre d'Affaires
Du l ^{er} au 31	Contributions directes mises en recouvrement le mois précédent. Paiement de la mensualité exigible.	Perception
DATES	DÉCLARATIONS A FAIRE DANS LES TROIS 1018 MOIS DE 1942	SERVICE COMPÉTENT
Du ler janvier au 31 mars	Déclarations concernant les impôts sur les revenus.	Contrôleur des Contribu- tions directes de la rési- dence (I. G. R.) ou du siège de l'entreprise (B. I. C.) ou (B. N. C.)
Du ler janvier au 31 mars.	Réclamations pour vacance de maisons ou chômage d'usines, pour intérêts hypo- thécaires, pour pertes de loyers, pour diminution du chiffre d'affaires.	Directeur des Contributions directes
Du ler janvier au 31 mars	Déclaration pour la taxe d'apprentissage et demande d'exonération.	Contrôleur des Contribu- tions directes du Siège de l'Entreprise
Du ler janvier au 31 mars.	Déclaration pour la taxe exceptionnelle des plus-values des valeurs mobilières au cours de l'année 1941.	Bureau de l'Enregistrement
Du ler janvier au 31 mars.	Déclaration des coupons de valeurs mobilières étrangères encaissés au cours de l'année 1941.	Bureau de l'Enregistrement

(1) Les dates de versements varient suivant le tableau ci-dessous pour la Ville de Paris.

Communiqué par la Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision, 51 rue de la Chaussée-d'Antin Paris (IXe